

politique tourne sur deux pôles : l'un est notre nationalité, notre indépendance constitutionnelle et administrative ; l'autre est cette union avec la monarchie commune, que des siècles ont préparée et des siècles fortifiée. C'est notre conviction que... aussi bien que le gouvernement ne pourrait pas compter sur la confiance du pays s'il ne considérait la première de ces bases que comme un mal nécessaire, le pays de son côté ne pourrait pas compter sur une collaboration loyale du gouvernement, s'il négligeait l'autre¹. » Mais ce programme, comme celui de Deák, s'en tient à ces affirmations vagues : il ne formule pas de propositions concrètes et précises, et pour cause. L'opinion autrichienne n'était pas plus avancée. Lorsque Andrian, dans son premier volume, réclamait pour l'Autriche une représentation nationale, des États généraux, il n'était pas question d'y faire participer la Hongrie. Le second volume, écrit en partie sous l'impression du mouvement de réforme hongrois², contient des éloges dithyrambiques de la Hongrie, l'invitation de s'unir étroitement à elle contre l'absolutisme : on n'y trouve nulle indication positive et pratique sur la forme de cette union. — Cet embarras général de l'opinion autrichienne et hongroise devant le problème fondamental de la monarchie est frappant et significatif. Plus que les plus violents réquisitoires, il accuse le système politique qui, depuis la fondation de la puissance autrichienne, avait été suivi par les Habsbourg. Il fait comprendre pourquoi, lorsque la Révolution fit tomber les chaînes qui jusque-là maintenaient adossées l'une à l'autre, l'Autriche et la Hongrie, elles se séparèrent presque entièrement, de sorte que, pour rétablir leur union, il fallut recourir aux armes.

1 Horvath, *25 Jahre*, II, 390-4, 432-3.

2. Un intervalle de cinq ans sépare les deux volumes.
